



Discours prononcé le samedi 30 mai devant l'Assemblée Nationale

Chers amis, chers camarades,

Nous sommes réunis ce jour, 30 mai 2015, à proximité de l'Assemblée Nationale, **pour célébrer une victoire, dénoncer une forfaiture, et renouveler un engagement.**

1. Nous sommes réunis pour **célébrer une Victoire du mouvement ouvrier et populaire** : il y a 10 ans, le 29 mai 2005, par référendum, 54,67% des votants rejetaient le « Traité établissant une Constitution pour l'Europe », communément appelé TCE.

13 ans après l'échec du Non au référendum du 20 septembre 1992 contre le Traité de Maastricht, qui n'avait été perdu que d'une courte tête, le peuple gagnait ainsi cette seconde manche.

Cette victoire montrait le mûrissement de la conscience populaire face au mythe européen construit au nom de la paix depuis des décennies, cette victoire montrait l'effritement du mythe de « l'Europe sociale », dont la bourgeoisie et ses porte-voix de droite et de gauche n'avaient eu de cesse de nous rebattre les oreilles depuis des décennies. Cette victoire exprimait la réaction de classe face à la casse sociale, aux licenciements, aux délocalisations, au dumping social, face à la machine à exploiter en commun qu'a été depuis le début le « marché commun », la CEE (communauté d'exploitation européenne), l'Union Européenne espace où la concurrence doit être « libre et non faussée » selon les termes fameux du Traité constitutionnel rejeté.

Ce vote du 29 mai 2005 a constitué une gifle magistrale à la classe dominante, à ses relais et agents – partis politiques, médias, syndicats patronaux et syndicats ouvriers réformistes ; les européistes en étaient convaincus : la question soumise à référendum obtiendrait la bénédiction de la population approuvant ceux qui sont qualifiés pour la guider.

Les mois qui précédèrent le vote, le Traité constitutionnel européen fut lu, commenté, analysé, une culture juridique partagée s'est déployée un peu partout : sur les lieux de travail, sur les marchés, en famille, sur l'Internet, etc. Les « citoyens ordinaires », quelquefois regroupés dans des organisations militantes ou aidés par celles-ci, ont affirmé une capacité à comprendre le sens du texte et celui-ci a été rejeté, et ce, malgré le « gratin » de la politique et les médias dominants qui s'exprimaient, à plusieurs voix certes, mais

dans le même sens, et qui nous avaient répété pendant plusieurs mois, sans discontinuer, une propagande puissante, selon laquelle la seule réponse censée était le oui.

En s'emparant du débat, la classe ouvrière en particulier a fait preuve d'une grande maturité, balayant notamment ceux qui, soit avec des arguments droitiers soit avec des arguments gauchistes, réduisent la lutte de classe à une stricte lutte économique de l'ouvrier contre son patron, l'empêchant de se saisir des questions politiques, des questions de contexte politique, juridique, institutionnel dans lequel se déroule notre combat.

Le vote NON du 29 mai 2005 a clairement été un vote de classe : 81% des ouvriers ont voté NON, 79% des chômeurs ont voté NON, quand 62% des cadres ont voté OUI. Denain dans le Nord, ville martyrisée par la fermeture de la sidérurgie, ville au revenu fiscal de référence le plus bas de France, a voté à 75% pour le NON ; tandis qu'à Neuilly sur Seine on votait à 82% pour le OUI.

2. Nous sommes réunis aussi aujourd'hui **pour dénoncer une forfaiture**, et c'est le sens de notre présence près de l'Assemblée Nationale parjure, près de ce lieu qui est, nous dit-on, le lieu de l'expression de la démocratie.

En effet en février 2008, le Parlement (c'est-à-dire les députés mais aussi les sénateurs), réuni en Congrès, a ratifié par une très large majorité le Traité à peine retouché que le peuple avait pourtant rejeté 3 ans plus tôt. La démocratie dite représentative s'essuyait ainsi les pieds sur la démocratie directe. La souveraineté du peuple méprisée, bafouée, niée ! Parlementaires de l'UMP, du Centre et du PS confondus, tous aussi « républicains » les uns que les autres, ont choisi d'effacer d'un trait de plume le vote du peuple le 29 mai 2005. Les résistants ne furent qu'une minorité.

Cette opération consistant à faire revenir par la fenêtre un Traité chassé par la porte a été l'œuvre de Sarkozy, alors président UMP de la République, et de Hollande, alors Première secrétaire du Parti Socialiste. On se souvient que les deux hommes avaient posé symboliquement ensemble à la Une de Paris Match le 15 mars 2005, à la veille du Référendum. 3 ans plus tard, ils s'entendent pour rafistoler le Traité rejeté par le peuple et le faire adopter par des élus qui trahissent ainsi le vote du peuple. Rafistolage, car l'opération lifting consiste par exemple à retirer la mention de la « *concurrence libre et non faussée* » parmi les objectifs de l'Union, sous prétexte que la concurrence est un moyen et non un objectif ; hypocrisie et tartufferie... pour nos grands « démocrates », tout est bon pour essayer de faire passer la pilule en douceur.

Notons tout de même, sur ce point, que le protocole n° 6 annexé au nouveau traité adopté par la voie parlementaire en 2008 rappelle que « *le marché intérieur tel qu'il est défini à l'article 3 du traité sur l'Union européenne* » (c'est-à-dire dans l'article définissant les objectifs de l'Union) « *comprend un système garantissant que la concurrence n'est pas faussée* », et que, à cet effet, l'Union « *prend, si nécessaire, des mesures dans le cadre des dispositions des traités* ». La dictature européenne n'a pas cédé un pouce et son arsenal réglementaire est en place.

Le nouveau Traité – dit Traité de Lisbonne, entré en vigueur depuis décembre 2009 - a renforcé l'Union Européenne pour annihiler toute velléité de changement dans les pays membres qui irait contre l'intérêt des puissants. La France devient engagée par des traités juridiquement contraignants aux termes desquels elle s'interdit explicitement de mener une politique indépendante et accepte de se soumettre au verdict des décisions communautaires. La déclaration 17 relative à la primauté, annexée à l'Acte final du traité de Lisbonne, précise explicitement que « *les traités et le droit adopté par l'Union sur la base des traités priment le droit des États membres* ». Il s'agit bien d'un carcan, d'une camisole de force, que la bourgeoisie capitaliste a jeté sur le peuple travailleur.

Ce carcan s'est encore renforcé avec le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (le TSCG), communément appelé « pacte budgétaire européen », qui est entré en vigueur en janvier 2013, et avec ce qui lui était lié et qui est sa mise en œuvre, à savoir la « règle d'or budgétaire » adoptée en France par le Parlement en novembre 2012, y compris par ceux qui n'avaient pas voté la ratification du pacte budgétaire et qui se renient à cette occasion.

Etape après étape, la bourgeoisie cherche à nous soumettre et a à sa disposition pour cela l'Union Européenne et son arsenal juridique. Après les élections législatives en Grèce, Jean-Claude Juncker, président de la Commission de l'UE, a traduit l'esprit de l'intégration européenne en confirmant crument la fin de la souveraineté des peuples : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » - entretien au Figaro (29 janvier 2015), rappelant une fois de plus que l'UE n'est pas réformable parce qu'elle est par nature une construction juridique et institutionnelle destinée à empêcher le peuple travailleur à décider par lui-même de son avenir, une construction destinée – pour reprendre le mot célèbre de Lénine – à « étouffer en commun le socialisme en Europe », comprendre par là : « à étouffer la perspective révolutionnaire ».

3. Nous sommes donc réunis ici aussi **pour renouveler un engagement**, celui pris en 2005 au moment de la bataille pour le Non : l'engagement de poursuivre cette bataille aujourd'hui, pour la souveraineté populaire, pour la sauvegarde des intérêts vitaux de la classe ouvrière et des larges couches populaires victimes de la marche à la guerre économique, pour la paix. Le Non est en ce sens d'une actualité brûlante.

Un sondage ces jours-ci nous indique que si le vote de 2005 avait lieu aujourd'hui, les Français seraient encore plus nombreux à dire NON : 62% des électeurs qui étaient en âge de voter en 2005 diraient NON, soit 7 points de plus. Le fruit amer de l'expérience.

Il faut organiser et préparer la rupture avec l'Union Européenne, avec sa monnaie l'euro, avec ses alliances militaires, que ce soit l'Otan ou l'embryonnaire Agence Européenne de Défense.

La nation française doit retrouver son indépendance monétaire, fiscale, douanière pour reconquérir la maîtrise de ses richesses par l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange dans des formes diversifiées. Elle doit établir de nouveaux rapports de coopérations et d'échanges, dans la libre administration des hommes et des femmes sur leurs ressources et le respect absolu de la non-ingérence dans les affaires internes des pays, nations et peuples souverains.

Ce combat-là, anticapitaliste dans son essence, n'est pas, quant au fond, une lutte nationale, même si elle en revêt inévitablement cependant la forme puisque la nation est le cadre permettant la souveraineté pour le peuple, c'est à ce niveau que les conquêtes sociales ont été réalisées et qu'elles peuvent être les mieux reconquises et garanties. En ce sens, notre combat n'a rien de commun avec celui du FN ou des autres secteurs de la bourgeoisie dite souverainiste.

Le FN propose une sortie de l'euro et une critique de l'UE qui exprime le point de vue des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier français qui veulent contrôler et diriger l'Union Européenne à la place de l'Allemagne. Une « France forte dans une Europe forte » tel est leur slogan, qui ne signifiera que des larmes et du sang pour les travailleurs. Il faut noter dans ce cadre-là que le capital français n'a pas totalement abdiqué et cherche parfois à utiliser les USA pour "rééquilibrer" le rapport des forces dans certains domaines avec l'Allemagne, comme l'a montré l'affaire du rachat du français Alstom par l'américain Général Electric contre l'allemand Siemens. En outre, le complexe militaro-industriel français est entrain de plus en plus de jouer le rôle pilote de l'économie en France, comme le montrent les ventes militaires qui orientent de plus en plus ouvertement la politique extérieure de l'impérialisme français. C'est là un atout de l'impérialisme français que n'a pas encore l'Allemagne.

Au contraire donc des fascistes et autres souverainistes de droite qui sont en fait les porte-paroles d'une France impérialiste, notre « France » à nous est la France du peuple travailleur, classe ouvrière devenue aujourd'hui multicolore, multiculturelle et multireligieuse, qui combat pour sa souveraineté, son unité de classe et l'égalité entre toutes les Nations et tous les peuples, dans une perspective de coopération au-delà des frontières (et pas simplement d'ailleurs dans un « cadre européen » qui n'est pas l'unique espace de la coopération internationale).

Chers amis, chers camarades,

Depuis l'effondrement du camp socialiste dirigé par l'URSS, le monde n'a jamais été aussi instable, et les pays du camp capitaliste occidental s'enfoncent dans la 'crise' (crise de valorisation du capital), paupérisant des couches de plus en plus importantes de travailleurs, la génération actuelle des peuples de l'Union Européenne ayant un niveau de vie plus bas que celle de nos parents, pour la première fois depuis 1945. Il est vrai que la digue de protection des droits et des acquis des travailleurs a sauté avec le Mur de Berlin et que le Capital, revigoré, veut reprendre tout ce qu'il a cédé pendant la période de « l'équilibre stratégique » entre le capital et le travail, entre 1945 et la fin des années 1980. La « construction européenne », c'est-à-dire le processus de création d'un marché commun intégré favorisant l'expansion des monopoles capitalistes des pays du centre du système, contre les travailleurs de toute l'Europe et les peuples des pays dominés, n'est qu'un projet totalitaire qui étouffe la liberté des peuples au nom de la liberté des capitalistes, qui crée des inégalités entre les peuples au nom de l'égalité des droits des exploités.

Bien loin d'être l'homogénéisation des conditions de vie, l'Europe, c'est l'homogénéisation des conditions d'exploitation, la sauvegarde en tout lieu tout moment d'un bon taux de profit pour les capitalistes, avec cure d'austérité pour tous pour rétablir ce taux de profit en cas de besoin. **L'Union Européenne, c'est une machine de guerre pour broyer les peuples et les nations, un rouleur compresseur pour laminer nos vies et nos emplois, une arme de destruction massive de tous nos acquis sociaux !**

L'Union Européenne n'est pas la 'maison commune' des peuples, c'est la 'maison commune' de la bourgeoisie.

Le RCC (Rassemblement des Cercles Communistes) se bat pour la sortie de la France de l'Union Européenne. Les travailleurs ont intérêt à ce que leurs adversaires soient divisés et non unis, que le cartel des bourgeoisies européennes soit le plus faible possible. De même les peuples du Tiers-Monde ont tout intérêt à avoir en face d'eux, non pas un seul bloc impérialiste ou un seul bloc de puissances impérialistes, mais un adversaire divisé entre plusieurs états impérialistes, voire un adversaire affaibli qui laisse le champ libre à des concurrents capitalistes indépendants en contradiction avec les grandes puissances impérialistes, comme sont les BRICS aujourd'hui.

Tout pas supplémentaire dans le renforcement de la construction européenne – constitution commune, monnaie unique, armée commune embryonnaire – ajoute une difficulté supplémentaire aux travailleurs d'Europe confrontés à un adversaire qui renforce son pouvoir, et cela éloigne la perspective d'un changement révolutionnaire de société dans chaque pays. Or c'est à un tel changement qu'aspirent – certes encore confusément – des millions de nos concitoyens qui se détournent aujourd'hui de la vie politique et en particulier des forces politiques qui incarnent la soumission aux diktats du capital. Comme en 2005, pour redonner des perspectives d'avenir, des perspectives progressistes d'une société libérée du capitalisme, il faut lever les obstacles institutionnels que les travailleurs ont devant eux, et cela commence par se libérer des traités qui, étape après étape, sont venus museler le peuple de France, limiter sa souveraineté. Pour cela, nous devons exiger un référendum pour la sortie des Traités. Nous devons exiger, à ceux qui n'ont que le mot « démocratie » à la bouche, que la démocratie directe s'exerce, et qu'ainsi la souveraineté populaire soit rétablie. En 2015 comme en 2005, continuons le combat !